

**ARRÊTÉ**  
**portant abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 juillet 2025**  
**Installations classées pour la protection de l'environnement**  
**Société Raoul DAVERGNE à FEUQUIÈRES-EN-VIMEU**

**LE PRÉFET DE LA SOMME**  
**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**  
**OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et L. 514-5 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 6 janvier 2004 à la société Raoul DAVERGNE pour les installations qu'elle exploite parcelles cadastrées section A n°51 et X n°3, 136, 137, 145, 149, 150 à FEUQUIÈRES-EN-VIMEU et notamment son article III.4.1. ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2021 portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures de la Somme ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2025 mettant en demeure la société Raoul DAVERGNE de respecter les dispositions de l'article III.4.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 janvier 2004 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 31 mars 2026 portant délégation de signature à M. Gaëtan COUPLET, chef du service de coordination des politiques interministérielles ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 10 mars 2026 transmis à l'exploitant par courriel du 24 mars 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Considérant ce qui suit :**

1. la société Raoul DAVERGNE a été mise en demeure, le 21 juillet 2025, de se mettre en conformité vis-à-vis des dispositions prévues par l'article III.4.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 janvier 2004 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité qui prévoit que *« un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées »* ;
2. au cours de la visite d'inspection du 10 mars 2026, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait mis en œuvre les actions correctives et transmis les éléments nécessaires permettant de lever les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 juillet 2025 ;
3. compte tenu de ces éléments, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 juillet 2025 peuvent être abrogées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. OBJET**

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 juillet 2025 délivré à la société Raoul DAVERGNE pour les installations qu'elle exploite parcelles cadastrées section A n°51 et X n°3, 136, 137, 145, 149, 150 à FEUQUIÈRES-EN-VIMEU sont abrogées.

### **ARTICLE 2. PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de deux mois.

### **ARTICLE 3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier – 80000 Amiens) dans un délai de deux mois à compter de sa notification, le cas échéant par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 4. EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le sous-préfet d'Abbeville, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Raoul DAVERGNE.

Amiens, le **13 AVR. 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
le chef de service



Gaëtan COUPLET